

Ces sommes recouvrent l'inscription - 650 euros - à un Congrès au Portugal sur l'immuno-déficiences ainsi que les frais de déplacement et de logement. C'est la première fois que je vois ces montants. Dans les documents préparatoires, les firmes demandent uniquement si ces frais nous sont imputables ou à l'hôpital.

Il s'agit d'un Data safety monitoring board (DSMB) : un comité d'experts indépendants chargé de surveiller les données d'un essai clinique et d'arrêter ou de continuer l'étude en fonction de résultats intermédiaires. La firme ne peut pas participer aux réunions de manière à respecter notre indépendance. Là aussi, c'est l'hôpital qui est payé et une partie de la somme est réallouée sur un compte du service.

Mes souvenirs ne sont pas nets, mais il doit s'agir d'une réunion de service de l'hôpital, sur notre site et pour notre centre de référence. La somme peut couvrir le trajet d'un invité venant de Paris. On fait appel aux contributions extérieures pour éviter de plomber le budget de l'hôpital.

Voici des frais de déplacement mais pas de frais d'inscription. Il s'agit dans ce cas d'un symposium et d'un séjour organisés par une firme pour présenter ses produits ou avancées sur les maladies couvertes par l'entreprise. C'est à l'initiative de la firme et il n'y a donc pas de frais d'inscription. C'est sans doute dans ces séjours que se trouvent les trucs les plus bidon, ski et autre. Mais ce congrès était particulièrement intéressant et objectif. Je ne voudrais pas charger la firme Shire alors que d'autres firmes ont parfois des sujets correspondant plus à du « placement de produits ». Le symposium se déroulait à Vienne ou Berlin, je ne me souviens plus. Nous étions logés pour 3 jours et 2 nuits dans un hôtel quatre étoiles. Je n'avais aucune idée du prix, ces informations ne nous sont pas communiquées et la firme ne nous prévient pas de ce qu'elle va publier sur betransparent. Pour les honoraires (de consultance) par contre, on signe un contrat avec le montant précis et l'indication claire que l'information sera reprise dans le registre de transparence.

Il s'agit d'un congrès online sur l'immuno-déficiences. C'est indispensable (de participer à des événements de ce type) pour être à jour. Les coûts d'inscription sont élevés et, c'est malheureux, mais on recherche des sponsors. Pourquoi n'est-ce pas l'hôpital qui paie ? Parce qu'il n'a pas d'argent ! Ici, c'est CAF-DCF qui m'a offert l'inscription. Il s'agit de la structure privée de la Croix-Rouge qui est spécialisée dans la commercialisation des médicaments dérivés du plasma. Ce n'était pas « leur » congrès. La plupart du temps, les sociétés « sponsors » ont tout de même une intervention satellite sous forme de Symposium, auquel vous êtes libre de prendre part ou non.

Je n'ai aucune idée de ce que couvre ces 60 euros. Il s'agit d'une « inscription », mais à quoi ?

Il s'agit d'une réunion extérieure qui rassemblait les acteurs concernés par la problématique du VIH. En tant qu'orateur, j'ai préparé une intervention. Les 570 euros couvrent cette intervention, mais cette somme a été intégralement versée à Erasme.

deux conférences. Conférences que je n'ai jamais données puisqu'il s'agissait d'aller une semaine dans un hôtel 5 étoiles et faire du tourisme... », se remémore un urologue. « S'il y a encore des congrès bidon, je n'y suis pas invitée », commente un autre médecin.

Des millions, pour quelles prestations ?

Ce dont ils se plaignent aujourd'hui, c'est plutôt de payer pour les excès passés. « Quand vous allez en congrès, Mdeon vérifie que vous partez avec le vol le plus proche du début et que vous repartez avec le vol le plus proche de la fin », témoigne un KOL. Les règles seraient devenues tellement strictes que certains préfèrent gérer leurs déplacements eux-mêmes. « On arrive à des situations absurdes. Par exemple, devoir prendre un avion à 6 h du matin pour participer à un congrès à 11 h parce que partir la veille aurait nécessité une nuit d'hôtel non justifiée... », pointe un gastro-entérologue. Même constat pour les contrats et les conventions avec les firmes. A chaque acte, un contrat d'une dizaine de pages, souvent rédigé en anglais. Une convention qui, selon eux, protège plus

la firme que le médecin. « Il faut vraiment être juriste pour comprendre », commente un membre de l'UZ Leuven.

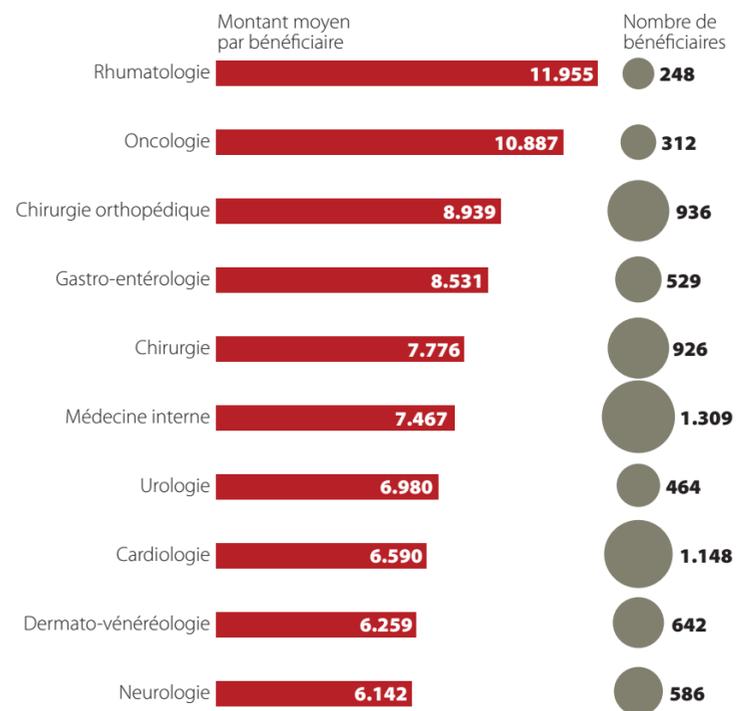
Souvent hors de leurs heures de travail à l'université ou dans leur hôpital, pendant les week-ends ou jours fériés, ils et elles parcourent le globe - jusqu'à 70 hôpitaux différents par an - pour former des confrères à certaines techniques, donner des conférences ou leur avis aux firmes. Si près de la moitié des 91 millions d'euros sont des frais de consultance, le poste suivant concerne les frais de voyage et de logement : 29 millions d'euros. Ils l'assurent, l'argent n'est pas le moteur premier. « Si vous me demandez ce qui me pousse à donner des exposés en Chine à 6 heures du matin, ce n'est pas l'attrait financier. C'est éduquer les gens et faire avancer la santé des patients », explique une endocrinologue. Le stimulus intellectuel, l'échange avec des confrères du monde entier, le prestige... c'est ce que beaucoup mettent en avant. « On donne aussi beaucoup de conférences à titre gratuit. Et ça, ça ne figure pas dans betransparent », notent plusieurs d'entre elles. « J'ai même considérablement réduit mes

activités parce qu'elles n'étaient plus compatibles avec mon travail clinique et surtout avec ma famille », souligne un chirurgien dermatologue.

Ils sont également plusieurs à parler du rôle de guidance qu'ils exercent pour les firmes. « Si on guide les compagnies, par exemple pour le design d'un essai clinique, ils font moins de stupidités », insiste un médecin. « On a vraiment un rôle à jouer. » « C'est important que les personnes défrayées par l'industrie fassent prévaloir les intérêts du patient et n'autorisent aucune ingérence. C'est là qu'est le nœud du problème : le secteur a un modèle économico et doit présenter des chiffres annuels », insiste ce cardiologue réputé. De fait, pour les firmes, l'intérêt d'inviter des médecins à des conférences, de former des spécialistes à utiliser leur produit est aussi économique. « Le prix des médicaments est déterminé par l'augmentation constante des coûts de R&D, dans une moindre mesure par les coûts de production, mais aussi par la fixation des prix sur le marché - totalement dérégulé - des Etats-Unis. » Des médicaments chers, donc des marges bénéficiaires potentiellement élevées. « D'un

Quelles sont les spécialités les plus financées par l'industrie ?

Moyenne, en euros et par bénéficiaire, des sommes versées entre 2017 et 2020.



Sources : betransparent, EurosForDocs, calculs Le Soir

point de vue économique, c'est logique que les firmes souhaitent investir dans l'éducation des prescripteurs pour positionner un médicament », conclut un rhumatologue de l'UZ Leuven.

Un impact sur la neutralité

Les relations qu'entretiennent les médecins avec les firmes influencent-elles les pratiques ? « Aux Etats-Unis, des centaines d'articles scientifiques montrent que, dans le contexte du pays, les paiements ont un effet sur les prescriptions », confirme Shai Mulinari, sociologue qui travaille sur les relations entre médecins et industrie à l'université de Lund (Suède). Quand on leur parle de la relation qu'ils entretiennent avec le Big Pharma, les médecins tiennent un discours plutôt nuancé. Pour eux, la relation est bénéfique, une sorte de win-win. « Est-ce que ce type de relation peut influencer votre jugement ? Ça, j'aurais tendance à dire oui. Le seul moyen de s'en prémunir, c'est de consulter pour tout le monde », assure un membre de l'ULiège. « Ça a peu d'influence, on choisit nous-mêmes ce qu'on décide de faire. Il n'y a pas de contrat avec la firme qui dit : "il faut faire autant

d'implants" », insiste un chirurgien orthopédique. « Ce n'est pas comme si je portais un tee-shirt publicitaire pour une certaine entreprise. En travaillant avec tout le monde, on préserve sa neutralité », continue un troisième médecin.

Parce qu'ils travaillent avec toutes les firmes de leur domaine, qu'ils n'utilisent pas les produits pour lesquels ils font de la consultance ou tout simplement qu'une molécule sur laquelle ils ont travaillé n'est pas disponible en Belgique, les spécialistes contactés estiment généralement être indépendants des firmes. « Je pense qu'il peut toujours y avoir une influence. Qu'elle soit consciente ou inconsciente. Mais ces dernières années, il y a eu une énorme évolution, qui a réduit l'influence du pharma par dix, voire cent », nuance un oncologue. « Quand vous utilisez certains produits, que vous les connaissez bien, ce n'est pas si aisé de s'en débarrasser et de les échanger contre quelque chose d'inconnu », regrette ce chef de service.